Pas besoin de lettre ni de débat pour augmenter le smic et les salaires....

Disons le à Macron jeudi 17/01 rassemblement 14 h rd point Thalès (route de Seysses)

Danger sur nos libertés

Depuis 2 mois, le MEDEF avec son gouvernement, tentent de dévoyer le mouvement de colère en cours pour accentuer son programme ultra libéral. C'est ainsi qu'il augmente le revenu d'activité en lieu et place du SMIC, pour protéger les patrons et les actionnaires, tout en continuant de casser le salaires lui même et notamment, la part socialisée pour financer la sécurité sociale. Il en fait de même avec la défiscalisation des heures supplémentaires pour les même raisons mais également pour casser les 35 heures. Enfin, après avoir lourdement porté atteinte au droit de grève, en priorité dans des secteurs stratégiques pour le Capital, comme les transports , il se sert aujourd'hui des affrontements qu'il génère et entretient pour s'attaquer au droit de manifester. Et demain, rien n'interdit le verrouillage des réseaux sociaux, d'ailleurs déjà en cours.

Pour un smic à 1800 euros et l'augmentation des salaires, il est urgent d'agir

Le Smic, les minima dans les branches et les entreprises, ainsi que le point d'indice des fonctionnaires doivent être augmentés de manière forte, lisible et rapide, sur la base du minimum à 1 800 €

Porter immédiatement le Smic à 1 800 € brut par mois (+ 300 €) soit + 20 %, c'est bon pour :

- les Smicards, qui peinent de plus en plus à finir les mois en raison de l'augmentation des prix, notamment ceux des produits de première nécessité ;
- l'augmentation de tous les salaires dans la même proportion, pour reconnaître les qualifications, les diplômes et l'expérience professionnelle ;
- le redressement économique du pays, en permettant un retour de la croissance grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages.

un choix contre les travailleurs

Le Patronat et le gouvernement sont responsables de la situation sociale fortement dégradée dans le pays. Au 1er janvier 2019, le gouvernement a fait le choix d'augmenter le Smic d'1,5 % seulement, soit une vingtaine d'euros, pour le porter à 1 521 € par mois.

Ce refus de revaloriser le salaire minimum – et plus globalement les salaires – est une insulte pour les travailleurs et leurs familles. C'est un moyen utilisé pour empêcher une répartition juste des richesses créées par le travail.

L'heure n'est pas aux tours de passe-passe, aux escroqueries, aux fausses augmentations ou autres combines malhonnêtes dont l'objectif final consiste à ne pas augmenter le Smic et les salaires.

Tout le monde a bien compris que l'augmentation de la prime d'activité est une imposture. Cette augmentation est une anticipation de mesures déjà prises et sera payée par l'impôt, donc par nous tous. Cette prime d'activité va également renforcer les discriminations entre les femmes et les hommes. Ce sont majoritairement les femmes qui sont payées au Smic. En attribuant cette prime en fonction des revenus d'un foyer, cela conforte l'idée que les femmes, notamment, ne peuvent bénéficier de cette aide puisque leur conjoint touche plus

Disons le à Macron le jeudi 17 janvier

Rassemblement à 14h au rond point de Thalès (rte de Seysses)

Les moyens financiers existent

La rémunération individuelle moyenne des patrons du CAC 40 atteint 5 millions d'euros par an, soit plus de 280 années de Smic. Cette augmentation de 14 % est la plus forte sur les dix dernières années.

Pour les patrons des 120 plus grandes entreprises, la rémunération individuelle moyenne annuelle s'établit à 3,8 millions d'euros pour 2017, soit 214 années de Smic avec une hausse de salaire de 10 %.

L'an passé, les entreprises du CAC 40 ont réalisé près de 94 milliards d'euros de profits, soit le même niveau que 2007.

Chaque année, les entreprises perçoivent 230 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales et fiscales, sans contrôle ni évaluation, et encore moins remboursement en cas de fermetures ou de licenciements boursiers.

Par exemple, depuis 2013, le CICE s'élève à 100 milliards d'euros. Il est temps d'en finir avec cette gabegie financière et cet assistanat qui servent seulement à remplir les coffres forts des actionnaires... Comme le dit Emmanuel Macron, il y a vraiment un pognon de dingue dans le pays !

Le gouvernement français pourrait suivre l'exemple de l'Espagne dont le salaire minimum vient d'être augmenté de 22 %.

Toulouse le 14.01.2019